

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3401 - LUNDI 7 JANVIER 2019

VOEUX DU NOUVEL AN 2019

La RDC au cœur des échanges entre
Denis Sassou N'Guesso et les diplomates

La poignée de mains entre Denis Sassou N'Guesso et Marie Charlotte Fayanga

Sans polémiquer sur le processus électoral en cours en République démocratique du Congo (RDC), les ambassadeurs et chefs de missions diplomatiques accrédités en République du Congo ont, avec le président Denis Sassou N'Guesso, appelé les parties à faire en sorte que la proclamation attendue des résultats des élections du 30 décembre consolide la paix et la quiétude dans ce pays. Ils s'exprimaient lors de la cérémonie des vœux organisée, le 4 janvier, au Palais du peuple.

Dans son mot de circonstance, la doyenne du corps diplomatique, Marie Charlotte Fayanga, ambassadrice de Centrafrique, est revenue longuement sur l'action diplomatique du chef de l'État congolais dans la résolution des conflits qui secouent plusieurs pays africains. Elle a, par ailleurs, salué le retour progressif de la paix dans le département du Pool, au Congo, en 2018, après des années de violences.

Pour sa part, le président de la République a attiré l'attention de la communauté internationale sur l'urgence de mobiliser des énergies contre les changements climatiques avant de l'exhorter à écouter la voix de l'Afrique dans la résolution de la lancinante crise libyenne.

Pages 3-4

FIBRE OPTIQUE

Fin de la première phase
du projet CAB

La première phase du projet CAB (Central african backbone), cofinancée par le Congo et la Banque mondiale, est arrivée à terme après son lancement en

mai 2011. Pendant sept ans, elle aura permis de relier le Congo et le Gabon en infrastructures à fibre optique sur 521km entre Pointe-Noire et Mbinda. [Page 6](#)

DOUANES ET IMPÔTS

Des engagements et des réformes
pour relever les défis

À l'occasion de leur prise officielle de fonctions le 4 janvier à Braz-

zaville, les nouveaux directeurs généraux des Douanes, Guénolé Mbongo Koumou, et des Impôts, Ludovic Itoua, se sont engagés à améliorer les recouvrements des taxes fiscal-douanières afin de contribuer à la relance de l'économie nationale. « *L'une des priorités de notre action consistera*

à réviser le recensement des contribuables, en l'occurrence les opérateurs économiques. La nouvelle liste des contribuables devra contenir l'ensemble de ceux qui sont capables de contribuer aux charges de l'État à travers l'impôt », a déclaré Ludovic Itoua

[Page 6](#)

FLORE

La déforestation affecte la vie
des peuples autochtones

Réunis le 28 décembre dernier à Brazzaville à la faveur d'un symposium, des spécialistes des questions forestières ont exprimé leur inquiétude sur le devenir des peuples autochtones au regard du phénomène de la déforestation.

« *Le peuple autochtone est très intimement lié à la forêt, dans*

la mesure où il considère celle-ci comme une partie de sa vie. Nous devons attirer l'attention des États sur la déforestation parce que la réalité que nous vivons à Brazzaville n'est pas la même dans les campements des peuples autochtones », a indiqué le Dr Karline Janmaat, lors de son exposé sur cette peuplade.

[Page 5](#)

RDC

La Commission électorale
nationale indépendante
annonce la proclamation
des résultats des élections
cette semaine

Éditorial

Soutien

[Page 2](#)

ÉDITORIAL

Soutien

Rien n'est plus important, en ce début d'année, que de rappeler à chacun d'entre nous qu'il est responsable de ceux qui l'entourent directement mais aussi et plus largement, de la société à laquelle il appartient. Une responsabilité qui ne doit pas se traduire seulement par des mots mais qui doit se concrétiser par des appuis matériels apportés aux institutions publiques et privées dont la mission est précisément de protéger les plus faibles, les plus isolés, les plus vulnérables.

Alors que le Congo est sur le point de reprendre la marche en avant que l'effondrement des cours du pétrole sur les marchés mondiaux avait profondément perturbée ces dernières années, il convient de souligner avec force le fait que la solidarité est un devoir individuel aussi bien que collectif. Car, c'est elle qui commande l'unité profonde du pays, chez nous comme ailleurs dans le monde.

Croire qu'il revient à l'Etat et à lui seul de lutter contre la pauvreté et les maux que celle-ci engendre, à commencer par l'ignorance, est la plus grave des erreurs. S'il est vrai, en effet, que la puissance publique a des responsabilités particulières dans la protection des plus faibles sur l'ensemble du territoire national, il l'est tout autant que le simple citoyen doit lui aussi se mobiliser maintenant plus qu'il ne l'a fait hier afin de contribuer de façon efficace à ce combat.

Le progrès venant toujours de la réponse que l'on apporte aux problèmes que pose la vie en société, aider ceux et celles qui en ont besoin à se nourrir correctement, à vivre dans un lieu sain, à se protéger contre les agressions de la nature, à combattre la maladie, à vivre en sécurité est une obligation à laquelle nul ne peut aujourd'hui se soustraire. Les églises et les institutions caritatives s'y emploient avec force au côté de l'Etat mais, elles n'ont pas les moyens nécessaires pour faire face aux besoins de tous ceux et de toutes celles que la vie impacte durement. Et c'est pourquoi chacun de nous doit aussi s'en préoccuper.

Tel est, du moins nous semble-t-il, l'un des objectifs majeurs des douze mois de l'année qui commence : faire en sorte que la prospérité retrouvée profite aussi et surtout aux plus faibles.

Les Dépêches de Brazzaville

CORPS DE JEUNES VOLONTAIRES DE L'UA

Le Congo veut veiller à la mise en oeuvre des recommandations du séminaire de Brazzaville

La ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, Destinée Hermella Doukaga, a été évoquée le sujet, le 2 janvier à Brazzaville, avec l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent du Congo auprès de l'organisation panafricaine et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, Lazare Makayat Safouesse.



La ministre Hermella Doukaga s'entretenant avec Lazare Makayat Safouesse/Espérance

La neuvième session de formation pré-déploiement du corps de jeunes volontaires de l'Union africaine (UA), organisée du 19 au 30 novembre 2018 dans la commune de Kintélé, avait réuni cent jeunes venus d'une quarantaine de pays africains. Au cours de ces assises, cette promotion débaptisée « Elikia », espoir en français et hope en anglais, avait, entre autres, appris à vivre ensemble et à s'approprier les notions lui permettant d'agir avec efficacité et efficience face aux défis majeurs qui se posent au continent.

En effet, les conclusions de cette réunion ainsi que d'autres questions pertinentes concernant la jeunesse africaine et congolaise ont été au centre de l'échange entre Destinée Hermella Doukaga et son hôte. « Nous avons évoqué des sujets

très importants de la jeunesse, notamment la suite à réserver au séminaire des jeunes volontaires de l'Union africaine qui s'est tenu au Congo. Nous avons également parlé de la mise en oeuvre par le Congo de la feuille de route sur le dividende démographique », a indiqué Lazare Makayat Safouesse.

Les deux personnalités ont, par ailleurs, discuté des possibilités pour le Congo de placer les jeunes au sein de tous les organes de l'UA. « Comme vous le savez, les nouvelles orientations de la Commission de l'UA font que 35% des jeunes africains devraient être recrutés parmi le staff, c'est-à-dire la Commission et les autres organes », a-t-il rappelé.

Interrogé par la presse sur les relations entre le Congo et l'Ethiopie, l'ambassadeur de la

République du Congo en poste à Addis-Abeba a indiqué que les deux pays travaillaient dans le sens d'accentuer leur coopération bilatérale. Selon Lazare Makayat Safouesse, la partie éthiopienne a déjà identifié quelques domaines de coopération. « Il reste au gouvernement congolais d'identifier ses domaines de coopération. Je crois que nous allons vers la mise en place d'une commission bilatérale en matière du dialogue politique parce que, comme vous le savez, l'Ethiopie occupe un rang très important dans la Corne de l'Afrique. En matière économique, je pense qu'il y a là des domaines de coopération que nous pouvons exploiter fort utilement », a espéré le représentant du Congo en République fédérale démocratique d'Ethiopie.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Directeur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa

Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olaboure
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzra

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

VŒUX DE NOUVEL AN

Les élections en RDC au cœur des échanges entre le chef de l'Etat et le corps diplomatique

A l'occasion de l'échange de vœux avec les diplomates en poste au Congo, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, ainsi que la doyenne du corps diplomatique Marie Charlotte Fayanga ont abordé parmi tant de sujets les élections générales en Républiques démocratiques du Congo (RDC).

Sur ce point, le chef de l'Etat congolais a déclaré que le processus électoral en RDC a connu une évolution qui incite à l'optimisme. Le mini-sommet conjoint CRGL-Sadec, tenu le 26 décembre à Brazzaville, a-t-il poursuivi, a permis de lancer un appel à l'apaisement aux forces vives de la RDC.

Il nous revient, a-t-il renchéri, de rappeler, encore cette fois, les acteurs à la mesure et la retenue, pour la sauvegarde de la paix et la stabilité dans ce pays frère. Denis Sassou N'Guesso a mis à profit cette occasion pour féliciter le Dr Denis Mukwégé (de nationalité RDC), à qui a été décerné le Prix Nobel de la paix 2018, pour son combat contre les violences faites aux femmes. Par ailleurs, parlant de la République Centrafricaine, Denis Sassou N'Guesso a relevé que ce pays n'a toujours pas entièrement retrouvé la quiétude et la sécurité souhaitées. Les efforts déployés, a-t-il renchéri, dans le cadre de l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation portent l'espoir d'une solution à cette crise.

Dans le même registre, le chef de l'Etat congolais a réitéré la nécessité de tenir une conférence



Denis Sassou N'Guesso échangeant les vœux avec Marie Charlotte Fayanga

de réconciliation inter libyenne inclusive, préalable à un schéma consensuel de sortie de crise et, surtout, d'un processus électoral apaisé.

Abordant le point sur les migrations clandestines, Denis Sassou N'Guesso a indiqué qu'elles mettent en péril une bonne partie de la jeunesse africaine. Ain-

si, il a salué l'adoption récente à Marrakech, du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

En outre, le chef de l'Etat congolais a reconnu que dans sa marche vers le développement, le Congo bénéficie et sait compter sur le soutien de ses partenaires.

« La politique de bon voisinage, l'amitié entre les peuples, la non-ingérence et la coopération mutuellement bénéfique restent les maîtres mots intangibles de notre action à l'international. Malgré l'ampleur des menaces en présence et des fléaux à éradiquer, daignons garder toute notre espérance en un monde

juste et plus apaisé, généreux et plus solidaire en 2019 », a déclaré Denis Sassou N'Guesso avant d'exhorter la communauté internationale à une mise à disposition des financements nécessaires à la gestion durable des forêts du Bassin du Congo.

De son côté, la doyenne du corps diplomatique, Marie Charlotte Fayanga, parlant des élections en RDC, a invité l'ensemble des acteurs concernés dans le processus à faire preuve de maturité jusqu'à la proclamation des résultats, afin que, a-t-elle souhaité, la première alternance démocratique soit tout au profit du peuple souverain.

Après avoir fait le tour d'horizon international et régional, Marie Charlotte Fayanga a salué la décrispation du climat politique au Congo avec la nomination du chef de file de l'opposition ; la normalisation progressive de la vie dans le département du Pool ; la situation économique et sociale marquée par la chute drastique des prix des matières premières et le renforcement de l'Etat de droit par l'achèvement du processus de mise en places des institutions prévues par la Constitution du 25 octobre 2015.

Roger Ngombé

LE FAIT DU JOUR

Suffrages électoraux et légitimité

Après une série de questions posées par les observateurs sur le processus électoral en République démocratique du Congo (RDC) avant les consultations du 30 décembre, suit une autre sur les résultats attendus. Seront-ils de nature à apaiser le climat tendu qui a traversé les dernières semaines ? Des trois candidats considérés comme les plus en vue, Ramazany, Fayulu et Tshisekedi, qui prendra la succession de Joseph Kabila cette année ? Quelle sera la marge de manœuvre de l'élu dans un pays où les défis sécuritaires, socioéconomiques et politiques restent nombreux ?

Autant de questions qui entourent le dénouement de l'élection présidentielle chez le géant d'Afrique centrale. Les réponses ne viendront pas de ce qui est écrit ici, il va sans dire. Mais avons-nous tout au plus le sentiment que les sons de cloche risqueront d'être discordants sur la scène postélectorale en RDC. Il se trouve, en effet, qu'au

moins deux sources donneraient à apprécier de la teneur du score des candidats et influencer les opinions. En particulier, si l'on tient compte de la part qu'elles prennent dans ce processus sur le territoire du pays. Ces deux sources sont la Commission électorale nationale indépendante (Céni) et la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco).

La Céni est naturellement ornée de sa légitimité politico-juridique en tant qu'organe constitutionnel doté du pouvoir d'organiser les opérations de vote et d'en proclamer les résultats. Il ne sert à rien de signaler que sa responsabilité dans le moment présent est grande. De l'impartialité de ses délibérations dépendra peut-être le succès de l'alternance qui se prépare en RDC depuis plusieurs années déjà. Pour sa part, la Cenco jouit du préjugé qu'on pourrait appeler la légitimité morale, puisqu'elle est impliquée dans le processus électoral en cours de façon active. Elle a contribué, à travers l'accord de la Saint-Syl-

vestre conclu le 31 décembre 2016, à ce que la « transition » entamée après la fin du mandat du président Joseph Kabila, la même année, s'organise avec moins de soubresauts.

Des deux organes, le second a pris les devants en milieu de semaine dernière, pour alerter sur les tenants et aboutissants du scrutin présidentiel. Affirmant détenir les chiffres qui attestent qu'un candidat a bel et bien été élu, la Cenco convient qu'il serait judicieux que ce dernier soit proclamé vainqueur sans atermoiement. De qui s'agit-il ? Là réside tout le mystère ! Ce point de vue contraste avec celui émis par le premier organe qui inférait au même moment détenir, quatre jours après la tenue des élections, seulement vingt pour cent des résultats compilés. Il faudrait encore une bonne semaine, sinon un peu plus de jours, pour atteindre les cent pour cent de compilations.

A présent, les dirigeants le savent : la population a le cœur

suspendu aux résultats qui seront publiés. Elle s'était rendue aux urnes en masse, on l'a vu, et garde l'espoir que la RDC ne basculera pas dans le chaos au lendemain de l'annonce du nom de celui qu'elle a élu. Il est vrai que ce futur heureux élu-là n'aura pas de souci à se faire sur sa légitimité s'il n'est pas confronté à une kyrielle de chiffres contradictoires émanant de sources concordantes. Sera-ce le même que, par une sorte de « bienveillante neutralité », la Cenco garde encore sous sa soutane ? Mais qui est-ce au fait ?

A la vérité, la tâche du successeur de Joseph Kabila sera facilitée si les chiffres de la Céni se recourent avec le témoignage que livrera l'autre partie prenante à l'observation qu'est la Cenco. De cette convergence de vues, le nouvel élu tirerait la légitimité d'engager ses compatriotes sur la voie du redressement national. Et convaincre l'extérieur toujours prompt à juger sur pièce.

Gankama N'Siah

Message de vœux de son Excellence Monsieur le président de la République, chef de l'Etat, au corps diplomatique à l'occasion du Nouvel An 2019

Madame la doyenne ;

Mesdames et messieurs les ambassadeurs ; Mesdames et messieurs les représentants des organisations internationales et chefs de missions consulaires ; Madame la doyenne ;

Je suis sensible aux vœux que vous avez bien voulu adresser, en votre nom et en celui de l'ensemble du corps diplomatique, au peuple congolais, à ma famille, mon épouse et à moi-même, pour l'année 2019.

En retour, veuillez accepter, madame la doyenne, mes vœux de santé et de succès pour vous-même, pour les ambassadeurs, les chefs de missions diplomatiques et consulaires ainsi que les représentants des organisations internationales ici présents et vos familles respectives.

Aux chefs d'Etat et de gouvernement de vos pays et aux responsables des organisations que vous représentez au Congo, je formule mes souhaits les plus chaleureux de bonheur et de prospérité.

Madame la doyenne ; Excellences, mesdames et messieurs ;

Vous venez d'évoquer des préoccupations qui figureront à coup sûr, pendant cette nouvelle année, dans l'agenda de la communauté internationale.

Parmi ces questions cruciales, figurent en bonne place les changements climatiques.

Pour endiguer le réchauffement du climat, l'implication de la communauté internationale se révèle impérative et, plus que jamais, urgente.

Il s'agit de notre survie collective, devant l'ampleur des désastres déjà observés. Même la santé mondiale est en danger, du fait des dérèglements climatiques.

Notre pays a organisé, en avril 2018, le premier Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission climat du Bassin du Congo et du Fonds bleu pour le Bassin du Congo.

J'appelle donc les donateurs à soutenir le Fonds bleu pour le Bassin du Congo, cette initiative salubre, qui participe à la préservation de notre planète.

J'exhorte la communauté internationale à une mise à disposition pressante des financements nécessaires à la gestion durable des forêts du Bassin du Congo.

A ce propos, la découverte des tourbières dans la Cuvette centrale du Bassin du Congo offre une nouvelle opportunité de dialogue entre nos différents pays.

Ces tourbières sont reconnues et classées parmi les plus importantes au monde, avec une superficie de 145 500 km² et un important potentiel de séquestration de trente milliards de tonnes de carbone.

La compréhension réciproque des Etats et la complémentarité de leurs efforts, principalement en termes de renoncements consentis pour cette noble cause planétaire et de contreparties légitimes et justifiées, articuleront, en bonne intelligence, la mise en œuvre des réponses adéquates aux dérèglements climatiques.

Madame la doyenne ; Excellences, mesdames et messieurs ;

La situation socio-politique en Afrique centrale retient notre attention.

Le processus électoral en République démocratique du Congo a connu une évolution qui incite à l'optimisme.

Le mini sommet conjoint Cirgl – SADC, tenu le 26 décembre 2018 à Brazzaville, a permis de lancer un appel à l'apaisement aux forces vives de la République démocratique du Congo.

Il nous revient de rappeler, encore cette fois, les principaux acteurs à la mesure et la retenue, pour la sauvegarde de la paix et la stabi-

lité dans ce pays frère.

C'est l'occasion, pour nous, d'adresser nos sincères félicitations au Dr Denis Mukwege, à qui a été décerné le Prix Nobel de la Paix 2018, pour son combat contre les violences faites aux femmes.

De son côté, la République centrafricaine n'a toujours pas entièrement retrouvé la quiétude et la sécurité souhaitées.

Les efforts déployés, dans le cadre de l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation, portent l'espoir d'une solution à cette crise. Dans ce même registre, qu'il nous soit permis d'évoquer, de nouveau, le drame que vit le peuple libyen depuis 2011. Il nous interpelle tous.

La voix de l'Afrique, que nous portons à la tête du Comité de Haut niveau de l'Union africaine sur la Libye, doit être écoutée si nous voulons réellement mettre un terme à ce conflit.

Je réitère solennellement, ici, la nécessité de tenir une conférence de réconciliation inter-libyenne inclusive, préalable à un schéma consensuel de sortie de crise et, surtout, d'un processus électoral apaisé.

C'est la position pragmatique et réaliste de l'Union africaine. Il importe de privilégier cette démarche d'espérance en une issue fructueuse et diligente de cette crise, au regard de la menace terroriste et des trafics de tous genres qui se sont développés du fait de la déstabilisation de la Libye.

Enfin, les migrations clandestines mettent en péril une bonne partie de la jeunesse africaine.

Je salue l'adoption récente, à Marrakech, du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

Madame la doyenne ; Excellences, mesdames et messieurs ;

Les défis auxquels est confronté le monde ne relèvent pas de la fatalité. Ils peuvent être surmontés si la communauté internationale s'en donne les moyens.

Aucun continent n'en est épargné.

Des progrès encourageants ont été notés, ces derniers temps, dans la péninsule coréenne, permettant, si cette dynamique est maintenue, d'éloigner la menace d'une confrontation nucléaire tant redoutée.

La crise israélo-palestinienne est toujours dans une impasse inacceptable qui laisse libre cours à la violence.

Certaines décisions prises récemment sur cette situation sont même de nature à rendre plus complexe sa résolution.

Au Yémen, une guerre effroyable se poursuit sous nos yeux.

Les discussions actuelles, sous l'égide de la communauté internationale en vue d'y mettre fin, doivent être soutenues.

La Syrie reste toujours le théâtre d'un conflit interminable.

Madame la doyenne ; Excellences, mesdames et messieurs ;

Dans sa marche vers le développement, le Congo bénéficie et sait compter sur le soutien de ses partenaires, auxquels nous adressons nos sincères remerciements.

La diplomatie congolaise reste ouverte, disponible pour l'Afrique et le monde dans sa globalité.

La politique de bon voisinage, l'amitié entre les peuples, la non-ingérence et la coopération mutuellement bénéfique restent les maîtres mots intangibles de notre action à l'international.

Malgré l'ampleur des menaces en présence et des fléaux à éradiquer, daignons garder toute notre espérance en un monde juste et plus apaisé, généreux et plus solidaire en 2019.

Bonne et heureuse année 2019 à tous !

Je vous remercie.

DÉFORESTATION

Des spécialistes s'interrogent sur le devenir des peuples autochtones

L'Institut national de recherche en sciences exactes et naturelles (Irsen) a organisé, le 28 décembre dernier à Brazzaville, un symposium portant sur le thème « Les peuples de la forêt en mutation. Que pouvons-nous apprendre d'eux et pour combien de temps ? ».

Le but de la rencontre était de partager les premières découvertes acquises sur la nature de l'intelligence écologique de l'homme de la forêt tropicale. En effet, plusieurs exposés ont été développés à cette occasion dont celui du Dr Karline Janmaat qui a porté sur les « Stratégies de sélection et de la localisation des ressources alimentaires des femmes et des enfants des peuples Yaka Mbendjele ». « Nous avons étudié leur mode de vie, leur culture et leur façon d'être. Le peuple autochtone est très intimement lié à la forêt, dans la mesure où il considère celle-ci comme une partie de sa vie. Nous devons attirer l'attention des Etats sur la déforestation parce que, la réalité que nous vivons à Brazzaville n'est pas la même dans les campements des peuples autochtones. Alors, nous devons respecter leur milieu de vie qui est la forêt », a indiqué cette Hollandaise qui étudie ce peuple depuis 2014. Le public a ensuite assisté aux



exposés animés par le Dr Adam Boyette de l'Université Duke des Etats-Unis et le Dr Bill Loubelo de

l'Université Marien-Ngouabi. Ils sont intervenus respectivement

sur la « Culture, biomarqueurs et la vie paternelle dans le bassin

du Congo » et la « Forêt du nord Congo et l'impact de l'exploitation forestière sur les peuples Yaka Mbendjele ».

Les deux ont présenté, d'une manière générale, un aperçu de la façon dont les enfants des peuples de la forêt apprennent à se nourrir depuis leur jeune âge et développent un grand sens de confiance en soi.

« Ce symposium consistait à réfléchir sur comment le peuple cueilleur, particulièrement les femmes et les enfants, font pour trouver des aliments. Comme vous le savez, les études liées à l'homme mettent en jeu les disciplines scientifiques telles que les mathématiques, la physique, la biologie, la sociologie, la psychologie, la philosophie ainsi que l'histoire. Voilà pourquoi notre structure a abrité cet événement », a conclu le directeur général de l'Irsen, Clobite Bouka Biona.

Parfait Wilfried Douniama

INVESTISSEMENTS

Des sociétés américaines attirées par le marché congolais

L'ambassadeur des Etats-Unis au Congo, Todd P. Haskell, veut mobiliser davantage d'investisseurs de son pays à venir exercer au Congo. Il a évoqué le sujet, le 28 décembre à Brazzaville, lors d'une rencontre avec le ministre des Finances et du budget, Calixte Nganongo.



Todd P. Haskell et Calixte Nganongo

Les entreprises américaines sont déjà présentes en République du Congo, notamment dans le secteur pétrolier, l'industrie et l'agroalimentaire. « Le Congo est un pays riche. Le secteur le plus important d'investissement est le pétrole. Il y a des sociétés américaines qui y travaillent déjà et je m'emploie à ce que des nouvelles sociétés s'y installent », a assuré l'ambassadeur Todd P. Haskell.

Mais la partie américaine demande un effort supplémentaire en matière d'amélioration du climat des affaires. Pour le diplomate américain, l'amélioration de la position du Congo dans le classement Doing Business peut contribuer à motiver les investissements américains et accompagner ainsi le pays à diversifier son économie.

En effet, le classement Doing Business est un rapport publié chaque année par le groupe Banque mondiale sur les facilités à faire les affaires. Le document prend en compte des indicateurs tels que le paiement de taxes et impôts, le commerce transfrontalier, l'obtention de prêts, la protection des investisseurs minoritaires, le transfert de propriété, l'accès à l'électricité...

Ces dernières années, le classement du Congo ne cesse de se dégrader dans cette publication de la Banque mondiale. Le pays est parti du 177e rang mondial sur cent quatre-vingt-dix pays en 2017 au 179e rang en 2018 et la projection pour l'année 2019 le place au 180e rang mondial. Signalons que l'amélioration du climat des affaires constitue l'une des exigences du Fonds monétaire international, une institution dans laquelle les Etats-Unis ont une grande influence et avec laquelle le Congo entend conclure un accord de financement.

Fiacre Kombo

FONDS NATIONAL DU CADASTRE

Nécessité de garder le cap en 2019

Le directeur général de la structure, Jean Claude Moundanga, a invité ses collaborateurs, le 28 décembre au cours d'une séance de travail collective, à maintenir la flamme allumer en 2018 pour des futures victoires.

Le bilan de l'année dernière, les perspectives pour 2019, la congratulation des meilleurs agents et le rappel à l'ordre ont constitué la toile de fond de la réunion, la dernière de 2018. S'agissant du bilan, le directeur général du Fonds national du cadastre (FNC) l'a jugé positif, dans la mesure où la feuille de route a été réalisée et les partenaires techniques identifiés. Cet établissement public, considéré comme la banque du foncier, a également signé un protocole d'accord avec le Comité national de télédétection et d'information géographique de la Côte d'Ivoire, afin d'accompagner le Congo dans la politique de modernisation de son administration foncière.

En dépit de la situation économique difficile du pays, le FNC souhaite appuyer sur l'accélérateur au cours de cette nouvelle année. « C'est à cause des difficultés financières, particulièrement le manque de budget de fonctionnement et d'investissement, que le Fonds national du cadastre a connu certains retards dans la réalisation de son travail. Mais, pour l'année 2019, nous croyons que tout sera mis en place par notre ministre de tutelle, Pierre Mabiala, afin de permettre à la structure de continuer à rayonner. Pour ce faire, nous devons éradiquer toutes les antivaleurs au sein de notre direction générale », a martelé Jean Claude Moundanga, rappelant que mal-



Jean Claude Moundanga remettant le certificat à un récipiendaire/RD

gré ces différents obstacles, sa structure a tenu la plupart de ses engagements.

Cinq agents du FNC récompensés

Profitant de cette rencontre qui annonçait la nouvelle année, le FNC a primé cinq agents qui se sont distingués en 2018 par leur ponctualité, leur assiduité et leur abnégation dans le travail. Ainsi, un certificat, un pagnon, une enveloppe et autres présents leur ont été remis par Jean Claude Moundanga. Il s'agit notamment du chef de service des études et financement des programmes et projets, Didiannne Moutsambote Malonga ; du chef de service finances et de la comptabilité, Fernande Chleo Tsobo Mapity; de la secrétaire particulière, Alphonsine Loubanzi Nzumba-Niama ; du chef de bureau financement des programmes et projets, Isna Stagine

Saurelle Nzila, ainsi que du chef de bureau des ressources humaines, Etienne Prisca Babela-Kounouanissa Dounga.

Récipiendaire du certificat, Didiannne Moutsambote Malonga a invité ses collègues à plus d'abnégation au travail. « Malgré la conjoncture économique, le Fonds national du cadastre nous a vraiment surpris. Je remercie le directeur général et tous ceux qui sont proches de lui pour cette belle initiative consistant à nous congratuler. Ce n'est pas de la magie, nous étions ponctuels et toujours disponibles afin de bien réaliser les tâches qui nous ont été confiées. Je suis très heureuse de recevoir ce certificat et je demande à mes collègues de multiplier d'efforts car, c'est une fierté commune », a exhorté la cheffe de service des études et financement des programmes et projets du FNC.

P.W.D.

DOUANE CONGOLAISE

Le nouveau directeur général s'engage à mener des changements nécessaires

Guérolé Mbongo Koumou promet de s'employer, avec l'appui des cadres et agents de son administration, à opérer des réformes afin de renflouer les caisses de l'Etat en recettes douanières.



Échange de documents entre les directeurs généraux entrant et sortant / Adiac

« C'est une grande responsabilité. Je m'emploierai avec rigueur, vigueur, intégrité et honneur dans mes nouvelles fonctions, à opérer le renouveau nécessaire de l'administration des douanes, en vue de mériter la confiance du chef de l'Etat. Je m'emploierai, avec tous les cadres et agents des douanes, pour pourvoir l'Etat en recettes douanières », a déclaré le nouveau directeur général des Douanes, lors de sa prise de fonction, le 4 janvier à Brazzaville, à la direction générale de ladite administration.

Pour relever ce défi et faire de l'administration des douanes la locomotive de la marche vers le développement, l'actuel directeur général a invité les douaniers à travailler en se référant aux réformes impulsées par la tutelle. Aux partenaires et usagers des douanes, Guérolé Mbongo Koumou a affirmé sa disponibilité et celle de la douane à mener des changements qualitatifs nécessaires à la relance de l'économie congolaise.

Ce dernier a, par ailleurs, remercié le ministre des Finances, Calixte Nganongo, de l'avoir d'abord confié la responsabilité d'être à la tête du département de la fiscalité et des douanes au ministère des Finances, avant de porter sa candidature au conseil des ministres.

Signalons que la passation de service du nouveau directeur général des Douanes, nommé lors du conseil des ministres du 27 décembre dernier, a été coordonnée par le directeur de cabinet du ministre des Finances et du budget, Henri Loundou.

Lopelle Mboussa Gassia

IMPÔTS

Le nouveau directeur général promet un fichier « fiable » des contribuables

Ludovic Itoua veut actualiser le fichier national des impôts, afin de permettre à ses services de recouvrer l'assiette fiscale estimée cette année à plus de 691 milliards francs CFA.

Nommé par décret présidentiel, le 27 décembre dernier, à l'issue du Conseil des ministres, le nouveau directeur général des Impôts et des domaines a pris officiellement ses fonctions, le 4 janvier à Brazzaville, lors d'une brève cérémonie. « Je tiens d'abord à remercier le président de la République pour m'avoir fait confiance en me nommant à ce poste. Nous avons un budget 2019 qui se chiffre à 691 milliards francs CFA. Ma priorité sera de réussir cet exercice, avec le concours de tous », a déclaré Ludovic Itoua.

L'une de ses principales priorités consistera à réviser le recensement des contribuables, en l'occurrence les opérateurs économiques. La nouvelle liste des contribuables, d'après le commis de l'Etat, devra contenir l'ensemble de ceux qui sont capables de contribuer aux charges de l'Etat à travers l'impôt. « Ce fichier est nécessaire pour la maîtrise de l'assiette fiscale », a-t-il ajouté. Par ailleurs, le nouveau directeur général se dit disposé



Ludovic Itoua face à la presse

à appuyer la mise en œuvre du programme de modernisation des régies financières initié par la tutelle. En effet, le ministère des

dans l'exercice de leurs missions. Le même appel a été lancé à l'égard des principaux contribuables de l'Etat, à collaborer aux opérations de recouvrement. « La vie de l'Etat en dépend », a-t-il rappelé.

Notons que la cérémonie de passation de service a été présidée par le directeur de cabinet du ministre des Finances et du budget, Henri Loundou, en présence de plusieurs cadres du département. Ludovic Itoua remplace à ce poste Antoine Ngakosso qui a passé plus de huit années à la tête de cette régie financière. Celui-ci a souhaité bon vent à son successeur dans ses lourdes missions.

Fiacre Kombo

« La vie de l'Etat en dépend »

Finances et du budget a entamé, depuis près de deux ans, l'interconnexion à travers le système de traitement automatisé de la fiscalité, systaf, et le timbre électronique pour mieux sécuriser les recettes de l'Etat.

Ludovic Itoua a pour cela appelé ses collaborateurs à faire preuve de professionnalisme et d'éthique

FIBRE OPTIQUE

La première phase du projet CAB bouclée

Le Congo et la Banque mondiale ont récemment restitué les conclusions de l'évaluation de clôture de la mise en œuvre du projet CAB-CIT-CG, d'un montant de quinze millions de dollars, reliant le Congo et le Gabon et destiné à assurer la redondance de la connectivité internet haut débit afin d'impulser le développement numérique du pays.

La première phase du projet CAB (Central african backbone), cofinancée par le Congo et la Banque mondiale, est donc terminée, après son lancement en mai 2011. Pendant sept ans, elle aura permis de relier le Congo et le Gabon en infrastructures à fibre optique. La dorsale, longue de 521km, entre Pointe-Noire et Mbinda, une communauté urbaine du département du Niari située vers la frontière du Gabon, a été reliée avec une autre dorsale également construite du côté du Gabon, entre Libreville et Lékoko, longue de 1078 km.

« A la différence d'une entreprise ou d'une administration, ce qui fait la spécificité d'un projet, c'est que dès sa genèse, il est destiné à mourir à court ou moyen termes. D'ailleurs, un projet ne peut être considéré comme un succès tant qu'il n'est pas mort », a déclaré Yvon Didier Miéha-kanda, coordonnateur du projet CAB-Congo lors de l'atelier de restitution.

Au-delà de ses réalisations, ce projet a impulsé un élan d'arrimage du Congo à l'économie numérique en ce sens que le pays a pu se doter d'un premier point d'échange internet en Afrique centrale, d'une plateforme .cg qui permettra de valoriser le nom domaine national ainsi que d'un cadre institutionnel et légal en cours d'adoption, qui régit l'économie numérique dans son écosystème. Il a, par ailleurs, permis la fourniture de l'internet dans les différents instituts de l'Université Marien-Ngouabi.

La représentante de la Banque mondiale au Congo, Korotoumou Ouatarra, a estimé que la fin d'exécution du projet CAB-CIT-CG permet à son institution et au gouvernement du Congo, à travers cette évaluation, de consigner l'atteinte des objectifs de développement du projet et les résultats obtenus.

« Le projet CAB-CIT-CG et le financement additionnel ont enregistré à leur clôture, le 26 décembre 2018, des taux

financiers respectifs de 100% et de 99,21% », a-t-elle souligné. Si le CAB, dans son premier volet, est terminé, il est encore loin de faire ses adieux car, déjà en plein dans sa deuxième phase, dite réseau nord, grâce à un financement de la Banque africaine de développement de plus de huit milliards francs CFA. Ce sont les interconnexions avec le Cameroun, dont les travaux sont lancés cette année, et avec la Centrafrique, où il sera question d'une fibre optique sous-fluviale dans le lit de la Sangha.

Cette deuxième phase à plusieurs composantes, précisait le ministre des Postes, des télécommunications et de l'économie numérique, Léon Juste Ibombo, devrait permettre au pays de réaliser des travaux à valeur ajoutée dans l'aboutissement de l'économie numérique. Il s'agit, entre autres, de la construction d'un Datacenter dont les études de faisabilité, d'une durée d'environ six mois, ont été lancées le 15 novembre dernier; d'un technopole; d'une zone d'activités qui rassemblera des entreprises de fabrication ou de services dans le secteur des hautes technologies.

Quentin Loubou

FÊTE DE NOUVEL AN

La Fondation Congo Assistance a pensé aux personnes du 3^e âge

L'ONG a organisé une journée de cœur et d'amour, le 31 décembre dernier, à son siège de Pointe-Noire, dans le premier arrondissement Lumumba.



Une vue du lieu de l'activité / Adiac

Près de quatre cents personnes du 3^e âge, venues des six arrondissements de la ville océane et de la commune urbaine de Tchianza Nzassi, ont partagé un repas avec la fondation. Des kits vestimentaires et alimentaires ont été remis à chacune d'elles. Ce geste d'amour a été accompli sur instruction de la première dame du Congo, Antoinette Sassou N'Gusso, présidente de cette structure, qui a toujours été sensible aux questions des personnes du 3^e âge et travaille souvent dans leur accompagnement. Donnant le sens de cette journée, Félicité Meno Tchilimbou, représentante de la Fondation Congo Assistance Pointe-Noire/Kouilou, a indiqué : « Ces personnes sont celles qui nous ont donné la vie, elles ont besoin de notre considération et de notre gratitude ».

L'activité organisée avec la contribution des donateurs a été un moment de convivialité, de joie, de partage, de fraternité et de solidarité qui a été bien appréciée. « Ce geste nous va droit au cœur. Je vais passer une bonne fête. Mon repas du Nouvel An est déjà assuré », s'est réjouie Léontine Mazonga, une des personnes ayant reçu des kits.

L'occasion a aussi permis à Félicité Meno Diop Tchilimbou de formuler des vœux à leur endroit. « La Fondation Congo Assistance sera toujours proche de vous toutes les fois que les occasions se présenteront, parce que nous vous aimons. Vivre avec les vieux, s'occuper d'eux est un devoir familial et une responsabilité morale », a-t-elle dit.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

GENRE

La représentativité des femmes dans les administrations préoccupe les pouvoirs publics

Près d'une cinquantaine d'experts venus d'horizons divers ont consacré la journée du 4 janvier à la validation des résultats du rapport de l'enquête organisée, de juin à octobre 2018, par le ministère de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, sur la représentativité des femmes dans les administrations publiques, parapubliques et privées.

L'objectif de l'enquête, a déclaré la directrice de cabinet de la ministre de la Promotion de la femme, Cornélie Gabrielle Adou Ngapi, était de remédier aux lacunes en matière de recherche au Congo et de fournir aux autorités concernées des éléments devant servir à l'élaboration d'une politique en matière de promotion de la femme.

A ce but principal, a-t-elle renchéri, se greffent également des objectifs spécifiques, notamment actualiser les connaissances et les données sur la participation des femmes dans les postes de prise de décision au sein des administrations visées ; dresser un état des lieux de la représentativité des femmes occupant des postes de prise de décisions au sein des administrations au Congo et identifier les facteurs qui entravent la forte participation des femmes. Sur ce dernier point, la directrice



La photo de famille

de cabinet, qui a présidé les travaux de cet atelier, a relevé que les raisons de la faible représen-

tativité des femmes au sein des administrations s'expliquent par des facteurs socioculturels, éco-

nomiques et politiques.

« Malgré l'amélioration de la situation des femmes aux divers échelons de l'administration en Afrique, en général, et au Congo, en particulier, elles se voient encore aujourd'hui freinées dans leurs aspirations professionnelles par de nombreux obstacles », a-t-elle indiqué. Par ailleurs, la directrice de cabinet a noté que les femmes sont

victimes des préjugés sociaux et sont ralenties dans leurs performances professionnelles par un double cumul de charges ainsi que par la discrimination dont elles sont l'objet dans leur milieu social. Cependant, a-t-elle poursuivi, les femmes n'en constituent pas moins de véritables acteurs du développement national et leur force de travail, loin d'être négligeable, pourrait faire de la masse féminine la cheville ouvrière de la réalisation socioculturelle, économique et politique d'une nation, si les moyens leur étaient donnés.

De son côté, le Programme des Nations unies pour le développement a précisé que la question de la représentativité des femmes dans les sphères de prise de décisions s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre de l'agenda 2030, notamment le point 5 des objectifs durables pour le développement sur l'égalité de genre.

Notons que les résultats de cette enquête sont une unité de mesure de la représentativité des femmes dans les administrations publiques, parapubliques et privées. Ils constituent une banque de données très importante.

Roger Ngombé

« Malgré l'amélioration de la situation des femmes aux divers échelons de l'administration en Afrique, en général, et au Congo, en particulier, elles se voient encore aujourd'hui freinées dans leurs aspirations professionnelles par de nombreux obstacles »,

SÉCURITÉ

Port des insignes de grades par les policiers promus

Le directeur général adjoint de la police (DGAP), le colonel André Fils Obami-Itou, a présidé, le 5 janvier, à Brazzaville la cérémonie de port d'insignes de grades au titre du premier trimestre 2019.



Le colonel André Fils Obami-Itou félicitant un promu. Adiac

Deux colonels, deux lieutenants colonels, six commandants, cinq capitaines, neuf lieutenants et de nombreux adjudants chefs ainsi que des brigadiers chefs de la direction générale de la police ont bénéficié de la confiance de leur hiérarchie. S'adressant à ces policiers, le DGAP a indiqué : « Aux promus, prouvez à vos collègues, à la hiérarchie que votre élévation est justifiée et méritée ».

Dans l'exercice de leur fonction, les policiers sont astreints au respect de leur déontologie professionnelle, à la loyauté et à la discipline. Réputé pour l'observance de la discipline, le policier doit obéir promptement aux ordres et aux directives de ses supérieurs. « La discipline est au cœur de notre travail. Ce n'est qu'un ordre que nous devons suivre et instruire aussi nos subordonnés à s'appliquer car fini le temps de la rigolade. Nous allons de l'avant parce que la discipline est de mise et allons continuer à travailler pour bénéficier de la gratitude », a indiqué le colonel Francis Jocelyn Koubemba, chef du personnel à la direction générale de la police.

Pour sa part, le commandant du groupement mobile de la police, le colonel Guy Jonas Tsiba, a dit : « Comme tout humain qui a bénéficié de la confiance de sa hiérarchie, je suis joyeux. Nous sommes engagés pour une exécution convenable des ordres ».

Fortuné Ibara

VIE ASSOCIATIVE

La Dynamique pour la promotion de l'éducation de qualité pour tous et développement portée sur les fonts baptismaux

Présidée par Patrice Tsoumou, l'association a dévoilé ses objectifs et ses missions, le 31 décembre dernier, déplorant par la même occasion les difficultés que rencontrent les acteurs du système éducatif au quotidien.

Militant pour l'excellence dans les écoles congolaises, la Dynamique pour la promotion de l'éducation de qualité pour tous et développement (DPEQPTD) déplore, en effet, ce qu'elle appelle l'état moribond et la litanie de pathologies dont souffre le secteur éducatif congolais. Elle a, par exemple, cité les effectifs pléthoriques des élèves dans les salles de classe, le déficit des enseignants surtout titulaires, la prédominance de prestataires sans formation ni encadrement pédagogique, le manque de tables-bancs, de laboratoires ainsi que des bibliothèques.

Selon son président, Patrice Tsoumou, la conséquence principale de tous ces maux place le Congo très loin, derrière d'autres pays africains. En effet, précise-t-il, plusieurs localités congolaises expriment un besoin en personnel enseignant. C'est le cas de Djambala qui a besoin de cent seize enseignants à l'école primaire mais n'en a que trente et un seulement.

Pour pallier ces problèmes, les membres de cette association entendent lancer des campagnes de sensibilisation et de mobilisation de tout le peuple congolais.



Le président de la DPEQPTD, Patrice Tsoumou/Adiac

« Devant des telles déficiences, il serait utopique d'espérer des succès aux différents concours et examens d'Etat. Une véritable éducation de néant. Depuis toujours, les parents biologiques jouent leur partition, les ministres et les élus aussi. Mais quelle est la réaction de la majorité ? Ne croyons pas que n'en sont victimes que les enfants des autres, parce que les nôtres sont à l'abri, du fait qu'ils étudient dans les écoles d'excellence », a lancé Patrice Tsoumou.

La DPEQPTD fonde son existence dans les textes de plusieurs documents nationaux et internationaux, comme les Objectifs de développement durable, notamment l'objectif numéro 4 qui demande aux Etats d'assurer « une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie », peut-on lire dans le document de cette association.

En effet, cette ONG dont la devise est Réflexion, action et réussite, a un caractère socioculturel et apolitique. Son emblème est constitué par deux jeunes apprenants, de sexe masculin et féminin, assis sur un table-blanc, chacun d'eux devant un ordinateur. Refusant la résignation en ouvrant ses portes à toute personne soucieuse du système éducatif congolais, cette association a plusieurs défis à relever. Il s'agit, entre autres, de veiller au recrutement de prestataires en se fondant sur leurs compétences avérées ; reconsidérer l'indemnité qu'ils perçoivent par mois pour plus de motivation ; désengorger les salles de classe à effectif pléthorique par la construction de nouvelles ; supprimer la pratique de classes multigrades ; introduire le numérique depuis le collège ; construire et équiper des laboratoires et les bibliothèques.

Parfait Wilfried Douniama

EDUCATION NATIONALE

Des accords pour matérialiser la contribution de la communauté parentale

Le gouvernement et l'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo (Apéec) ont signé récemment un protocole d'accord et un accord-cadre pour donner une forme juridique au principe de financement participatif de l'école.

Sur initiative du Premier ministre, Clément Mouamba, la convention a été signée par les ministres en charge des questions de l'enseignement général, Anatole Collinet Makosso, de l'enseignement technique, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes, et le président de l'Apéec, Christian Grégoire Epouma. En effet, si les documents ont permis aux deux parties de rattraper des aspects liés à la forme, le fond, quant à lui, est resté le même. Il s'agit notamment de faire participer la communauté parentale dans l'effort que le gouvernement a engagé sur le terrain vis-à-vis de l'école publique.

« En suivant le message du président de la République, nous nous sommes encore de plus en plus confortés dès lors qu'il demande à toutes les forces vives de la nation d'accompagner le gouvernement dans cet effort pour affronter et

traverser cette période difficile de crise économique et financière. En signant ces deux principaux documents, j'ai un sentiment de responsabilité et d'une mission accomplie dans ce sens que nous ne nous étions trompés de cible », s'est réjoui le président de l'Apéec.

Selon Christian Grégoire Epouma, les parents d'élèves sont revenus sur une pratique consistant à voler au secours des pouvoirs publics, une décennie après. Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation a, de son côté, félicité l'Apéec qui a accepté d'accompagner le gouvernement dans cet effort de redressement du système éducatif en cette période difficile. « La matérialisation de cette volonté par la signature des accords, tel que l'avait voulu le Premier ministre, nous donne donc la possibilité de convaincre ceux qui pourraient



L'échange des parapheurs entre les deux parties (Adiac)

encore hésiter sur la nécessité et la pertinence dans l'approche... Cela nous donne l'occasion une fois de garantir au peuple congolais une année scolaire apaisée et une école qui fonctionne comme veut le chef de l'Etat », a rappelé Anatole Collinet Makosso, précisant que ces accords aideront le gouvernement à garantir la disponibilité du personnel dans tous les établissements scolaires. Se disant reconnaissant pour cet effort supplémentaire des parents,

il a pris l'engagement, devant son collègue de l'Enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, de rendre compte au président de la République par le biais du Premier ministre. Notons que pour mettre un terme à la polémique autour de la signature d'une note de service demandant aux parents d'élèves de participer financièrement au fonctionnement de l'école, le chef du gouvernement, Clément Mouamba, avait présidé une ré-

union, le 20 décembre dernier. Le but final était de mener une réflexion sur la contribution des parents d'élèves au financement de l'éducation. Ainsi, la charge avait été confiée au conseiller spécial du président de la République, chef du département de l'éducation, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique, Louis Bakabadio, pour mener la réflexion qui a abouti à la signature de ces accords.

Parfait Wilfried Douniama

SOLIDARITÉ

Plus de six millions FCFA collectés pour la réhabilitation des infrastructures scolaires dans le Pool

Sur les trois cents millions FCFA espérés par l'association Hope Congo, la première édition du téléthon dédiée au département du Pool a permis la collecte de 6 140 650 FCFA après plus d'un mois d'opération.

Lancée le 13 novembre, l'opération de collecte de fonds pour la réhabilitation des infrastructures scolaires endommagées dans le département du Pool s'est clôturée le 30 décembre dernier, au ministère des Affaires étrangères. Selon l'huissier de justice, Me Richard Mabika, qui a rendu publics les résultats, quelques urnes dont celle placée à l'Eglise évangélique du Congo (ECC) ne sont pas encore dépouillées. Il a, par ailleurs, déploré les comportements de certains citoyens ayant placé des faux billets de banque ainsi que d'autres objets non-conformes dans les urnes.

Le coordonnateur de l'association Hope Congo, Gildas Mayela, a indiqué que le premier objectif qui consistait à fédérer les gens autour de la question du Pool a été atteint. « Nous avons eu le plaisir de rencontrer des personnes et des personnalités qui n'étaient pas originaires du département du Pool mais qui étaient plus motivées que les ressortissants eux-mêmes. Pour moi, la situation du Pool a été une question nationale en ce qui concerne le téléthon », a-t-il reconnu. Quant au montant de trois cents millions FCFA envisagé, il a signifié que cela n'était qu'un rêve. En effet, en attendant les résultats de la collecte effectuée par l'EEEC, les organisateurs espèrent totaliser au moins huit millions FCFA afin de réhabiliter quelques bâtiments dans une école qu'ils vont choisir dans le département du Pool. « Pour se comparer à la France, elle a lancé son téléthon dans les années 1980. Pour une première édition, ce n'était pas gagné d'avance, il fallait pousser les Congolais vers la solidarité. C'est un sentiment un peu mitigé, parce que nous avons lutté pour le département du Pool », a regretté Gildas Mayela.

Grand bénéficiaire de cette action, le préfet du département du Pool, Georges Kilebé, a loué l'initiative de l'association Hope Congo. D'après lui, ce n'est pas seulement la somme engrangée qui compte mais et sur-

tout la portée de cette initiative qui a fait naître cet élan de solidarité pour le Pool, du nord au sud. « Grâce au dynamisme de l'association Hope Congo, le Pool s'est trouvé au centre de l'actualité. L'initiative a mis en lumière la situation de nombreux élèves et enfants qui sont soumis aux caprices de la météo, parce que fréquentant des écoles à tout-vent sans toit, sans portes ni fenêtres. Le gouvernement trouvera des solutions à cet état des faits mais, venir en appoint est aussi le rôle de la société civile aux fins d'éduquer nos enfants dans les conditions optimales pour éviter la dépravation des mœurs », a laissé entendre Georges Kilebé, rappelant que les principales infrastructures scolaires ont été frappées par la crise armée dans le département.

Présidant la cérémonie, le ministre délégué chargé de la décentralisation, Charles Nganfouomo, a souligné que l'association Hope Congo était sur la bonne voie car, le développement local ne peut s'obtenir sans la synergie entre l'action principale de l'Etat et le concours de la société civile. « Nous pensons que la communauté, la population à la base auront toujours une responsabilité face à l'éducation de nos enfants. Nous encourageons, à travers l'association Hope Congo, toute la société civile congolaise à participer au développement du pays. Si nous avons pu avoir jusqu'à six millions FCFA, c'est déjà beaucoup de choses, c'est un apprentissage, il ne faut pas se décourager », a-t-il conclu.

Notons que la première édition dédiée au Pool a été lancée à Brazzaville, avant de s'étendre à Pointe-Noire et à Oyo. Pour Hope Congo, le prochain téléthon, prévu en novembre, portera sur la santé, notamment l'équipement des services de dialyse en matériel à Brazzaville et Pointe-Noire. Le but étant de venir en aide aux compatriotes atteints d'insuffisance rénale.

P.W.D.

AGENCE DE REGULATION
DES TRANSFERTS DE FONDS



DIVISION DE LA COMMUNICATION

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité -:- Travail -:- Progrès

**MESSAGE DE VŒUX A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DENIS SASSOU NGUESSO**

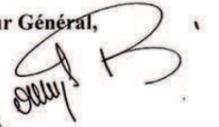
Monsieur **Robert Jean-Raphaël MASSAMBA-DEBAT**, Directeur Général de l'Agence de Régulation des Transferts de Fonds (ARTF) et son personnel ont l'honneur d'adresser à son Excellence, Monsieur **Denis SASSOU NGUESSO**, Président de la République, Chef de l'Etat, à son épouse et à toute sa famille les meilleurs vœux de santé, de bonheur et de prospérité pour cette nouvelle année 2019.

Le Directeur Général de l'ARTF saisit cette opportunité pour remercier Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat de l'attention qu'il accorde à notre institution dont les missions sont en parfaite adéquation avec les grands enjeux économiques et monétaires des Etats-nations. C'est aussi l'occasion de le féliciter pour les actions entreprises en faveur de la paix, gage de tout développement.

L'ARTF et son personnel sont déterminés à défendre les valeurs contenues dans leur charte afin d'être la référence des services publics dignes de vos attentes.

Fait à Brazzaville, le 26 décembre 2018

Le Directeur Général,



ROBERT J.-R. MASSAMBA-DEBAT

SALUBRITÉ À BRAZZAVILLE

L'opération "Villes propres" élargie aux administrations publiques

Lancée en novembre 2018 pour assainir les lieux publics, l'initiative prise par le Premier ministre, Clément Mouamba, a été consacrée, le 5 janvier, essentiellement à l'assainissement des unités institutionnelles.

Pour le premier samedi du mois de janvier, le chef du gouvernement a fait la ronde de quelques administrations publiques, pour constater l'effectivité et l'applicabilité de l'opération «Villes et villages propres». Clément Mouamba a été, tour à tour, au siège du ministère de l'Economie forestière et à celui des Hydrocarbures. Sur les lieux, les deux chefs de département, Rosalie Matondo et Jean Marc Tsyssère Tchicaya y étaient présents, y compris leurs administrés, fortement mobilisés pour nettoyer leur environnement quotidien.

Le Premier ministre a en suite poursuivi sa ronde au cercle Mess des officiers, une structure relevant du ministère de la Défense nationale. Là encore, le ministre de tutelle, Charles Richard Mondjo, et ses collaborateurs étaient au rendez-vous, machettes et râtaux en mains pour assainir les alentours de cet espace mythique. « Nous sommes honorés de recevoir le Premier ministre ce matin. Il est venu nous aider à réaliser cette opération de salubrité. Nous sommes là parce qu'une



Le Premier ministre nettoyant un espace au port autonome de Brazzaville/Photo adiac

circulaire a été prise, demandant aux Congolais, habitant en ville ou au village, de rendre leur environnement salubre », a indiqué le ministre de la Dé-

fense nationale, Charles Richard Mondjo.

En outre, le chef du gouvernement s'est rendu au port autonome de Brazzaville où il a sur-

pris le ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, Fidèle Dimou, et une foule d'agents de cette structure portuaire qui ont re-

troussé leurs manches pour la cause.

Clément Mouamba a bouclé sa tournée par la direction générale de la Société de promotion immobilière, où le ministre de la Construction, de l'urbanisme et de l'habitat, Josué Rodrigue Nguonimba, a mobilisé ses administrés. «Je suis content de constater que partout où nous sommes passés, le travail se fait, les agents sont mobilisés pour apporter la propreté dans leur milieu, preuve que la circulaire que nous avons prise est bien comprise. Je suis heureux de voir les fonctionnaires s'impliquer dans l'opération mais ce n'est pas une seule affaire des agents de l'Etat, c'est une opération du bénévolat qui intéresse tout le monde sur l'ensemble du territoire national », a précisé le Premier ministre. Pour mieux amplifier l'opération, il a invité les membres du gouvernement, les directeurs généraux, responsables des entreprises publiques et privées ainsi que les préfets de département à vulgariser cette mesure et à prendre la relève de l'opération.

Firmin Oyé

SANTÉ DE LA REPRODUCTION

Adolescentes et jeunes filles d'Oyo invitées à adopter des comportements responsables

A l'initiative du Centre d'appui au développement de la fille mère (CADFM), l'hôpital général Edith-Lucie-Bongo-Ondimba de la localité, dans le département de la Cuvette, a abrité récemment un atelier de communication sociale pour le changement de comportement.

Placée sur le thème « Une vraie fille doit avoir l'estime de soi, être responsable et préserver sa santé sexuelle », la journée d'échanges visait à susciter l'éveil et la prise de conscience de la fille face aux défis de la jeunesse. Au programme des échanges animés par des sachants, des communications sur des sous-thèmes comme « L'estime de soi, la responsabilité de la jeune face à l'avenir » ; « Connaissances sur la santé sexuelle : comportements protecteurs, maîtrise de la sexualité et risques » ; « Contraception : attitudes et idéologie » ; « Connaissances générales sur le VIH/Sida. » Ouvrant les travaux, le président du conseil municipal, maire d'Oyo, Gaston Yoka, a rappelé que l'éducation de la couche juvénile, notamment celle de la jeune fille, figurait parmi les axes prioritaires du gouvernement à travers la « Marche vers le développement ». «

Cette session se tient dans ce lieu qui porte le nom d'une grande dame, un symbole, j'ai cité Edith Lucie Bongo Ondimba. Je vous invite à capitaliser les vertus de cette dame de cœur et à épouser les dix valeurs partagées de l'hôpital qui porte son nom. Il s'agit de l'empathie, du dévouement, l'impartialité, la tempérance, l'humilité, la loyauté, l'universalité, la citoyenne, l'intégrité et l'équité pour votre avenir et le devenir de notre commune », a-t-il conclu, se félicitant de l'engagement de la présidente du CADFM, Alexandre Boyembé, dans l'encadrement de la jeune fille.

Des conditions décentes de vie offertes à la population

Le maire d'Oyo a, par ailleurs, réceptionné le même jour les latrines modernes construites à la gare routière de la ville par la société



Okondi Congo. En effet, d'après la présentation de l'ouvrage par le directeur général de cette société, Darchel Nyanga, ces lieux d'aisance sont conformes aux normes requises.

Le directeur des finances municipales, Sylvain Roger Ibela-Mbongo, a, en sa qualité de gestionnaire de ces installations, félicité l'équipe technique pour la qualité de l'ouvrage qui contribuera naturelle-

ment à la beauté de la gare routière. Quant au conseil municipal, il a loué ses efforts consistant à faire construire ce bloc de latrines dans les délais requis, en dépit de conjoncture morose que traverse le pays en général et la commune d'Oyo en particulier. Il a également rappelé l'importance capitale de ces latrines érigées en pleine gare routière, considérée comme plaque tournante de la circulation

Les participantes à l'atelier/DR dans cette ville. « Désormais, point ne sera besoin de courir çà et là pour nous mettre à l'aise à la gare routière. Il nous revient donc d'utiliser avec plaisir ces latrines, de ne pas les souiller et par ricochet de les laisser constamment en état de propreté car, c'est notre bien commun », a souhaité Sylvain Roger Ibela-Mbongo.

Parfait Wilfried Douniama



Message de vœux au couple présidentiel

Le directeur général des établissements Paris Luxe, « Habilleur des Leaders », souhaite ses meilleurs vœux de santé, prospérité, longévité et de bonheur au chef de l'État, Denis Sassou N'Gusso, et à son épouse. Il salue son travail accompli en faveur de la paix, la concorde nationale, la sécurité et le développement.

DIPLOMATIE

Diminution de la communauté française en Afrique

Le nombre de Français vivant à l'étranger a doublé en vingt ans et a continué sa progression en 2017 pour atteindre plus d'1,8 million d'inscrits, pour une estimation totale de 2 à 2,5 millions de Français établis hors de leur pays, selon le dernier rapport du gouvernement sur la situation des Français établis hors de France - 2018.

Malgré quelques augmentations, le nombre de Français inscrits au registre a diminué sur le continent noir. En Afrique francophone, le nombre de Français inscrits au registre a baissé de 0,12 %, passant de 126 089 en 2016 à 125 934 en 2017. Cette diminution est particulièrement marquée pour le Gabon (-7,59%), Djibouti (-6,81%), le Congo (-4,2%) et la Guinée (-3,8%).

D'autres pays connaissent, en revanche, un fort accroissement du nombre de Français installés sur leur sol. C'est le cas du Mali (+6,47%), du Burundi (+6,21%), de la Centrafrique (+5,25%), du Niger (+5,18%), du Rwanda (+4,38%) et de la Côte d'Ivoire (+4,36%).

Entre 2016 et 2017, la communauté française établie dans les pays d'Afrique non francophone a baissé de 0,33 %, passant de 19 353 inscrits à 19 286, soit une diminution de soixante-quatre individus. Si les Français inscrits dans les pays de cette région sont généralement peu nombreux, exception faite de l'Afrique du Sud avec plus de 8 109 inscrits, les évolutions des communautés n'en restent pas moins hétérogènes. Certains pays voient leur communauté française augmenter fortement, tels que la Guinée-Bissau (+23,23 %), le Zimbabwe (+12,50 %), le Kenya (+9,47 %), l'Ouganda (+7,21 %). Six pays voient leur communauté française diminuer de plus de 8 % : le Soudan du Sud (-22,73%), le Cap-Vert (-17,99%), le Botswana (-17,95%), la Zambie (-15,54%), l'Angola (-8,44%) et la Guinée équatoriale (-8,29%).

Noël N'dong

AFRIQUE

Cinq personnalités africaines qui ont marqué 2018

1. Denis Mukwege : l'homme qui « répare les femmes » en RD. Le gynécologue congolais, âgé de 63 ans est co-lauréat du prix Nobel de la paix 2018. Il a été récompensé pour son combat contre les violences sexuelles faites aux femmes. Denis Mukwege soigne depuis près de vingt ans les femmes violées et mutilées, victimes des guerres oubliées dans l'est de la République démocratique du Congo. Plus de cinquante mille femmes et filles ont été accueillies dans son hôpital de Bukavu.

2. Sahle-Wotk Zewde, la première présidente d'Éthiopie. Agée de 68 ans, elle est actuellement la seule femme chef d'État en Afrique, choisie à l'unanimité en octobre 2018.

3. Yacouba sawadogo, le paysan burkinabè « qui a arrêté le désert ». Agé de 80 ans, Yacouba Sawadogo a été récompensé par le Right Livelihood Award, prix Nobel alternatif 2018, pour avoir « converti en forêts des terres infertiles ». Il n'a pas fait d'études scientifiques mais, a su trouver une solution pour régénérer les sols arides de son pays. « Ils ont dit que j'allais à l'encontre de la tradition. Ça m'a fait mal de l'entendre (...). Tout le monde se moquait de moi. Je n'ai rien dit », a-t-il déclaré.

4. Diane Rwigara, une opposante rwandaise. L'opposante politique, 35 ans, était accusée d'incitation à l'insurrection. Elle vient de passer plus d'un an en prison avant d'être acquittée. Mais le parquet va faire appel. Diane Rwigara a été candidate à la présidentielle de 2017 au Rwanda. « J'ai l'énergie et le zèle pour continuer à me battre pour la liberté d'expression et les droits de l'Homme au Rwanda », a-t-elle assuré.

5. Evan Arar Adaha, chirurgien sud-soudanais. Le médecin sud-soudanais, 52 ans, lauréat du prix Nansen 2018 décerné par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, a consacré sa vie à soigner ceux qui fuyaient les violences au Soudan et au Soudan du Sud. Il est le seul chirurgien de l'hôpital de Bunj, au sud-est de l'État sud-soudanais, à effectuer jusqu'à dix opérations par jour. « Ce qui me rend heureux, c'est de me rendre compte que mon travail a épargné de la souffrance ou sauvé la vie de quelqu'un », a fait savoir le chirurgien.

N.Nd.

COMMERCE

L'Algérie, une nouvelle puissance économique en Afrique subsaharienne

Lors de la cérémonie d'envoi de la première opération d'exportation vers l'Afrique par voie terrestre, le ministre algérien du Commerce affirmait, le 26 décembre dernier, que son pays devenait une force dans la région.

Saïd Djellab indiquait que son pays était déterminé à avoir sa place de puissance au Maghreb et en Afrique. Il s'exprimait à l'occasion du coup d'envoi de la première opération d'exportation vers l'Afrique par voie terrestre. Grâce au développement réalisé par l'Algérie dans les domaines infrastructurel et industriel depuis l'an 2000, ce pays « est une puissance économique régionale » selon son ministre du Commerce.

Pour cette première opération d'exportation, mille quatre cents tonnes de produits agricoles, agro-alimentaires, électroménagers et hygiéniques ont pris la route vers

Nouakchott, en Mauritanie. Concernant les exportations vers les pays de l'Afrique de l'ouest, Saïd Djellab a annoncé des opérations en direction du Niger et du Sénégal très prochainement. Le marché africain étant l'une des priorités majeures de la stratégie algérienne en matière d'exportation de produits finis.

Toutefois, il a relevé des problèmes qui entravent ce processus d'exportation et quelques difficultés rencontrées par la nouvelle stratégie nationale qu'il faudrait impérativement résoudre. Le premier obstacle à surmonter est la diminution du coût logistique des transports. Pour lui,

ce facteur impacte sérieusement les capacités d'exportation du pays. Le second point évoqué est la régularité dans le temps de la quantité et de la qualité des produits proposés, tout en assurant un bon rapport qualité/prix.

Saïd Djellab s'est félicité de l'augmentation du taux de participation des entreprises algériennes dans les salons internationaux. « Nous avons enregistré, au mois de juillet 2018, près de huit cent trente-neuf entreprises contre trois cent soixante-quatorze en 2017 », a-t-il dit, indiquant que 34% d'entre elles avaient exposé dans des pays arabes, 29% dans des pays africains et 28% en Europe. En 2018, l'Algérie a signé quatre accords d'exportation avec les États-Unis, quatre avec la Belgique, douze avec le Gabon et cinq avec l'Égypte, à en croire le ministre.

N.N'd.

INVESTISSEMENTS

La BAD mobilisera plus de sept milliards de dollars en 2019

Le Conseil d'administration de l'institution financière a approuvé le programme d'emprunt pour cette année, à hauteur de 7,24 milliards de dollars sur les marchés financiers.

Avec son nouvel emprunt, la banque panafricaine poursuit la consolidation de son profil sur les marchés des capitaux afin de disposer de ressources rentables pour financer les projets et programmes dans ses pays membres, explique un communiqué. « La banque a accès à un large éventail de marchés financiers avec une majorité de ses emprunts en dollars américains et en euros, ainsi que des émissions sur d'autres marchés publics tels que le dollar australien et la livre sterling », indique le texte.

« Nous continuons d'améliorer

notre visibilité sur les marchés des capitaux afin de fournir des ressources rentables pour financer des projets et des programmes sur le continent africain », a déclaré la trésorière de la banque, Hassatou N'Sele.

En outre, elle a souligné que la Banque africaine de développement (BAD) disposait de solides antécédents, un profil de financement diversifié, des investisseurs à travers le monde ainsi que les avantages d'une notation AAA pour soutenir fermement son mandat.

La BAD assure qu'étant la première

institution financière africaine de développement, elle maintient une présence active dans le domaine de l'investissement social et continue d'être leader dans l'émission d'obligations vertes et sociales. Ces produits répondent, à en croire la banque panafricaine, à un besoin croissant d'investissements à impact, lui permettant également de mettre en avant son mandat de développement et de promouvoir une croissance durable et inclusive. Notons qu'en 2017, l'institution a déboursé 7,51 milliards de dollars pour financer des projets et programmes dans ses pays membres régionaux, dépassant de 56% l'objectif qu'elle s'était fixé pour les opérations non souveraines.

Yvette Reine Nzaba

SOMALIE

Nicholas Haysom désormais persona non grata

Le gouvernement somalien a ordonné à l'émissaire des Nations unies pour ce pays de quitter le territoire, en l'accusant d'« ingérence délibérée » dans sa « souveraineté ».

« Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Somalie, Nicholas Haysom, n'est plus le bienvenu en Somalie et ne peut plus travailler dans le pays », a déclaré, le 2 janvier dans la soirée, le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. Nicholas Haysom avait exprimé son inquiétude face aux actions des services de sécurité somaliens, dans des violences récentes qui ont fait plusieurs morts. Pour l'heure, la mission de l'ONU en Somalie n'a pas réagi à cette décision. Nicholas Haysom, un

avocat sud-africain et diplomate expérimenté, a été nommé à ce poste en septembre 2018. Il était auparavant émissaire des Nations unies pour le Soudan et le Soudan du Sud. Les forces de sécurité somaliennes ont été utilisées pour mettre fin à trois jours de manifestations dans la ville de Baidoa (sud-ouest), du 13 au 15 décembre, au cours desquelles quinze personnes ont été tuées et quelque trois cents autres arrêtées, selon l'ONU. Les manifestants protestaient contre l'arrestation d'un ancien djihadiste,

briguant la présidence de leur région, Muktar Robow, accusé par le gouvernement d'avoir « organisé une milice » à Baidoa afin d'y « saper la stabilité » et de n'avoir « jamais renoncé à ses idéologies extrémistes ». La mission onusienne en Somalie est chargée de soutenir les efforts de paix et de renforcer les institutions gouvernementales dans ce pays ravagé par des décennies de guerre civile. A ce titre, les Nations unies aident les forces de police, notamment en finançant leur logistique, leurs uniformes, leur entraînement ou encore sous forme de soutien salarial. Cette mission fait face à des attaques fréquentes.

Y.R.Nz.



34 rue Labat 75018 Paris - Fret Maya-Maya

FRET AÉRIEN & MARITIME
ENLÈVEMENT - ENTREPOSAGE

FRANCE / EUROPE
AFRIQUE / ASIE
MOYEN-ORIENT



Avec ou sans
dédouanement

BRAZZAVILLE
POINTE-NOIRE
KINSHASA
NATAOÏ, BOMA

Contact Paris : DJAMEL
☎ +331 44 92 90 90 ☎ +336 65 47 06 06

34 rue Labat 75018 Paris - Fret Maya-Maya
✉ ttnplus.wanadoo.fr

Contact Brazzaville : Lydie
☎ +242 06 605 91 69 ☎ +242 05 522 49 99



VIVEZ L'AVENTURE 2019
EN COMPAGNIE DE LA 4G
POWER.

Bonne et heureuse
année



CAMEROUN

La France déclassifie des archives coloniales

Paris vient de déclassifier une centaine de documents relatifs à la répression des maquis indépendantistes pour la période 1957-1969 et portant la mention "Très secret".

La déclassification intervient trois ans après l'annonce faite par l'ancien président, François Hollande. "Comme elle s'y était engagée en 2015, la France contribue à faire toute la lumière sur les épisodes tragiques de la répression des maquis indépendantistes des années 1950 et 1960 au Cameroun", peut-on lire sur le site de l'ambassade de France.

Tous les documents des fonds émis par le Quai d'Orsay et portant la mention "Très secret", soit une centaine, ont été déclassifiés, rassure la source. Le travail d'inventaire et de déclassification des documents relatifs au Cameroun pour la période allant jusqu'à 1971 se poursuit et devrait s'achever en 2019.

En visite au Cameroun en juillet 2015, François Hollande avait évoqué la possibilité d'ouvrir les archives coloniales de ce pays. "C'est vrai qu'il y a eu des épisodes extrêmement tourmentés et tragiques même. Puisqu'après l'indépendance, il y a eu une répression en Sanaga-Maritime, au pays Bamiléké, et nous sommes, comme je l'ai fait partout, disponibles pour que les livres d'histoire puissent être ouverts, les archives aussi", avait-il déclaré.

«Pendant la présence française ici, du temps de la guerre pour l'indépendance, l'administration sous son autorité a pris plusieurs documents appartenant à l'Union des populations du Cameroun (la plus vieille formation politique du pays dont les leaders, qui revendiquaient l'indépendance du pays, ont été assassinés par l'armée française, Ndlr). Ce parti avait sa manière d'écrire l'histoire politique du Cameroun, telle qu'il la voyait. Et nous ne pouvons retrouver ces documents que dans les archives qui ont été emportées et classifiées par les Français », déclarait l'historien Daniel Abwa, dans une interview au quotidien gouvernemental.

Cette déclassification devrait permettre de connaître l'histoire du Cameroun pendant cette période, telle qu'elle était vécue par les nationalistes à l'époque. Pour certains cependant, il faudrait penser également à rapatrier ces documents au Cameroun afin qu'ils puissent être consultés par le public.

Noël N'dong

BOXE

Les relations fédération-ligue-clubs font l'objet d'un séminaire

L'objectif de la formation organisée par la ligue de Brazzaville est de permettre aux instituteurs des clubs de comprendre et respecter la hiérarchie entre les instances dirigeantes.

« Par rapport aux dérives que nous avons observées au niveau des clubs, aux relations malsaines entre la fédération et la ligue, nous avons jugé utile d'organiser ce séminaire pour éclairer la lanterne des instituteurs des clubs sur la franche collaboration qui doit exister entre les différentes structures dirigeantes », a expliqué le président de la ligue départementale de Brazzaville de boxe, Elias Mfoudi. Selon lui, il n'est pas rare d'observer des interférences de la fédération qui parfois appuie certains clubs à

ne pas suivre les directives de la ligue.

L'animateur du séminaire, Pépin Boungoula, a d'entrée de jeu souligné, dans son exposé, que les clubs sont affiliés à la ligue et non à la fédération. « Il faut mettre chacun à sa place. Les ligues sont affiliées à la fédération et les clubs à la ligue. Par ailleurs, les ligues paient leurs cotisations statutaires à la fédération et les clubs paient les leurs à la ligue », a-t-il indiqué, exhortant les instituteurs de clubs, les dirigeants de la ligue et de la fédération à éviter les

conflits inutiles en matière de gestion.

Il est vrai, en effet, que la famille congolaise de boxe a été secouée par des contradictions entre la fédération et la ligue. Des contradictions nées des interférences en matière de gestion au point où certains clubs s'étaient rangés du côté de la fédération alors qu'ils fonctionnent sous l'égide de la ligue. Le président de la ligue a, d'ailleurs, regretté le fait que le représentant de la fédération n'a pas répondu présent, tout comme quelques clubs acquis à leur cause. Elias Mfoudi a donc estimé que ce séminaire est arrivé à point nommé pour remettre de l'ordre afin que les instances dirigeantes de la boxe au niveau national et départemental travaillent en parfaite collaboration suivant leurs champs d'action respectifs.

Ce séminaire de formation fait partie des activités inscrites dans l'agenda de la ligue de Brazzaville dans le cadre de la saison sportive, 2018-2019, selon le président Elias Mfoudi. Dans un futur proche, des combats de gala seront organisés pour la mise en jambes des athlètes.

Rominique Makaya



Les instituteurs de clubs en séminaire



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente:

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



SÉCURITÉ

Des patrouilles pédestres réclamées aux abords des rails aux heures tardives

Les mesures de sécurisation récemment prises par les autorités policières des départements de Pointe-Noire et du Kouilou, conformément à l'opération Hypercut, ont eu un écho encourageant à Pointe-Noire. Mais la population souhaite plus de patrouilles pédestres, aux heures avancées de la nuit, dans les rues non éclairées.

« Les bandits de grand chemin, voleurs et bébés noirs ont comme l'impression que l'opération chenille composée de plusieurs véhicules de police qui circulent sur les grandes avenues ne leur fait pas peur. Ils occupent, aux heures tardives, les abords des rails et des rues non éclairées pour commettre leurs forfaits », s'est plaint un Ponténégrin, vivant au quartier Och.

La zone dont il est question ici est celle qui va du rond-point



Des agents de la police de Pointe-Noire et Kouilou lors d'un rassemblement

Château-d'eau sur les rails jusqu'au virage Baguette d'or en allant vers le Fond Tié-Tié. Cette zone est connue de nombreux Ponténégrins comme une jungle où règne le désordre, surtout de 23 h jusqu'au petit matin. Des jeunes dont l'âge oscille entre 15

et 22 ans font la loi, s'autoproclamant « Armée des rails ». Si par malchance un paisible citoyen la traverse à ces heures-là, il tombe dans leurs mains et se voit soutirer argent, téléphone ou autres biens, avant d'être battu à mort. A peine, une semaine, ils ont

commis des vols aux environs de l'arrêt boulangerie Ngok, emportant un écran géant plasma dans un débit de boisson.

Un autre cas est intervenu le 30 décembre dernier, toujours dans la même zone. N'eût été la bravoure des jeunes qui fêtaient la

longévité de leur grand parent, un groupe de bébés noirs allait semer du désordre. Bref, cette zone crée chez des Ponténégrins qui y habitent une espèce de peur bleue, surtout quand il est tard. Rappelons que c'est depuis le 10 décembre dernier que les autorités policières de la ville océane et du Kouilou avaient lancé la grande opération de sécurisation des personnes et de leurs biens dans ces deux départements. Une opération qui allait s'étendre au-delà des moments festifs et qui se subdivisait en trois étapes : l'investigation et la stérilisation concernant l'exhumation des plans de riposte sectoriels, la sécurisation des festivités de fin d'année avec deux moments dominants, enfin, la lutte pérenne et sans pitié contre le banditisme, la délinquance sur la voie publique, ceci avec l'apport sans faille de la population.

Faustin Akono

HUMEUR

Gare aux produits avariés vendus très moins chers !

Parlant de produits avariés, nous faisons ici allusion à ces aliments congelés et aussi à ces liqueurs, laits, boîtes de conserve et autres flacons alcoolisés dont les dates de péremption ne sont pas marquées du tout. Seules celles de fabrication sont connues.

Ce cafouillage existe bel et bien, surtout en cette période festive. Car, le commun des mortels a le plus souvent, au cours de cette période, constaté que les produits qui, hier, coûtaient très chers, tombent brutalement à des prix trop bas, voire même le tiers des prix initiaux. Bien entendu, il y a anguille sous roche. Ce stratagème commercial est connu de tous : vite écouler ces produits dont la date de péremption est arrivée. Pire encore, quand on est attentif sur les inscriptions portées sur les emballages de ces produits, ne sont marquées que des dates de fabrication. Et cela fait dire « anormalement » qu'ils peuvent être vendus et consommés sans qu'ils ne soient périmés. C'est bizarre !

Sur cette question, une querelle a opposé, le 31 décembre dernier, un vendeur et un client ayant constaté que le whisky qu'il venait d'acheter ne portait que la date de fabrication. En réalité, l'acheteur avait raison car, toute marchandise ou tout aliment voué à la consommation a une durée de vie au cours de laquelle, il peut être consommé sans inquiétude. Mais dépasser ce délai, ce produit devient impropre à la consommation. Diable, où sont alors des agents contrôleurs de qualité des produits vendus ? Cet exemple n'est qu'un arbre qui cache la forêt car, bien d'autres cas existent. Ces vendeurs malintentionnés se servent de la règle courante qui est celle de vendre à bas prix pour attirer plus de la clientèle. Attention, nous ne disons pas ici que tous les aliments vendus moins chers sont avariés, non !

Dans la même lignée, il y a dans nos marchés, une race de vendeurs et vendeuses de poissons frais ou fumés qui se servent de l'huile de palme ou des glaçons pour rendre l'éclat des poissons toujours attractif, alors qu'ils savent pertinemment que ces poissons ne sont plus de bonne qualité. Et ils ne sont pas inquiétés, puisqu'aucun jour des sanctions ne leur ont été infligées par ceux-là même qui gèrent ces marchés. Poissons et viandes pourris par-ci, poulets emballés par-là et dont la date de péremption est inexistante, où sont passées les associations des consommateurs et les services de l'inspection sanitaire, eux qui sont très regardants sur ces questions ?

Il y a eu un temps où existait encore l'Ofnacom, c'est-à-dire l'Office national de commerce, dans les décennies 70 et 80 du siècle dernier. Tous les produits périmés étaient systématiquement soit incinérés, soit enfouis dans la terre, au vu et au su de tous. Car les contrôleurs de la qualité étaient très exigeants et impardonnables sur ces questions. Mais, aujourd'hui, il y a comme un cafouillage et une faiblesse des structures chargées de frapper.

C'est aussi de l'incivisme caractérisé le fait de proposer à ses clients des produits avariés car, certaines pathologies dont souffre la population peuvent partir de ces agissements très « méchants ». Affaire à suivre.

Faustin Akono

TRAITE DES ENFANTS

Le sujet au coeur d'une rencontre avec les pêcheurs béninois de la ville côtière

L'activité a été organisée, le 30 décembre à Pointe-Noire, par l'association Action pour la lutte contre la traite des enfants de l'Afrique de l'ouest et du centre, que préside Paraiso Abdou Raimi Vincent, pour boucler son agenda de l'année 2018.



La photo de famille après la réunion / Adiac

La séance de sensibilisation a été rendue possible grâce à un financement de l'ambassade des Etats-Unis en République du Congo, avec l'appui du consulat du Bénin à Pointe-Noire. Paraiso Abdou Raimi Vincent a rappelé à la communauté des pêcheurs béninois que quelles que soient leurs nationalités, tous les enfants sont égaux et sont protégés par la loi en République du Congo. Aussi a-t-il mis en garde tous ces pêcheurs et d'autres personnes qui prétendent pratiquer la traite sous toutes ses formes à l'égard des enfants. « Les membres de l'association ne sont pas vos ennemis, ils sont là pour vous aider à mieux comprendre la loi sur la protection de l'enfant en République du Congo. Ainsi, dans ce cadre, tous les pêcheurs qui estiment que leurs enfants sont victimes de viol, de traite ou toute autre forme de maltraitance peuvent se rapprocher de l'association en vue de vous aider à traquer les coupables ou les auteurs de ces actes », a-t-il signifié.

S'appuyant sur la loi n° 4-2010 du 14 juin 2010 portant protection de l'enfant en République du Congo, en son article 60, l'orateur a indi-

qué : « La traite, la vente et toutes les formes d'exploitation de l'enfant sont interdites. La traite désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil d'un enfant aux fins d'exploitation quel que soit le moyen utilisé, que ce soit par la menace de recours à la force ou d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiement ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur l'enfant ou en l'absence de ces moyens et qui entraîne le déplacement de l'enfant à l'intérieur ou à l'extérieur du pays par l'une au moins des personnes en présence et quelle que soit la finalité du déplacement de l'enfant ».

Signalons qu'en plus des membres de l'association et les pêcheurs, cette rencontre s'est déroulée en présence de quelques autorités judiciaires, policières et celles du consulat de la République du Bénin à Pointe-Noire.

Séverin Ibara

MTN MoMo

Samu na ngue!

Touche ton 13^{ème} mois

Achète du crédit ou envoie de l'argent à partir de 5.000 Frs avec **MoMo** pour toucher jusqu'à **20.000.000 FCFA**



Tape ***145#** pour **gagner 1 million/jour** par tirage au sort **pendant 20 jours**.

Remise des lots dans les agences **MTN**.
everywhere you go

mtncongo.net



EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE DE LA REALISATION DES ÉTUDES TECHNIQUES ET DE CONCEPTION POUR LA RÉHABILITATION DU STADE « TATA LOBOKO » DANS LE QUARTIER MBOUKOU À POINTE NOIRE.

N° de Prêt : BIRD 8588-CG

N° de référence : CG-DURQuaP-004BIS-SC-QC

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce prêt pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant « Etudes techniques et de conception pour la réhabilitation du stade « Tata Loboko » dans le quartier Mboukou à Pointe-Noire ».

2. Les services de consultant (« Services ») consistent à réaliser des études techniques des aménagements prévus dans le cadre de ce projet devant contribuer à la valorisation du site pour préserver sa forte identité historique, assorti d'un Dossier d'Appel d'Offres (DAO) en vue du recrutement d'une entreprise pour exécuter les travaux.

3. La Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral / Projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP) invite les firmes de consultants (« Consultants ») admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services. Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont : (i) qualifications pour exécuter les services pressentis (références de l'exécution de contrats analogues, etc.) ; (ii) capacités techniques et en personnel (personnel permanent) ; (iii) domaines d'intervention ainsi que les années d'expériences et les références des clients bénéficiaires des prestations décrites. Les firmes ne doivent pas inclure dans la manifestation d'intérêt des curriculums vitae.

4. Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du para-

graphe 1.9 des « Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID » édition de janvier 2011, révisé en juillet 2014, (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

5. Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant.

6. Un Consultant sera choisi selon la méthode « Qualification de Consultants « QC » » telle que décrite dans les Directives de Consultants.

7. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : du lundi au vendredi de 09 h à 14 h.

8. Les manifestations d'intérêt écrites doivent être déposées à l'adresse ci-dessous en personne, par courrier, par facsimile ou par courrier électronique au plus tard le 18 janvier 2019 à 13 h 00 (heures locales)

Secrétariat DURQuaP

A l'attention du Coordonnateur

Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral, 5ème étage Immeuble Cheick TAMBADOU (à côté de l'Hôtel King Maya) ; Croisement Route de la Base militaire avec le Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO ; BP : 14 729 - Brazzaville - République du Congo.

Tél : 22 613 90 36 / (+ 242) 05 776 90 57 / 06 667 22 29

Email : cepdurquapdgg@gmail.com

Le Coordonnateur du Projet,

BATOUNGUIDIO.-

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...



Chemises à rabat

Magazines

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers



Cartes de visite



Dépliants



Livres



Calendriers



Flyers, Affiches

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

B4, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

IN MEMORIAM

29 décembre 2017- 29 décembre 2018, cela fait un an que Christelle Péra a été arrachée à l'affection des siens.

Le vide laissé par ton départ est remarquable.

La famille Mombongo et Emilie Mboyo prient tous ceux qui t'ont connue et aimée d'avoir une pensée pieuse en ta mémoire.



POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



www.lesdepechesdebrazzaville.fr

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ PRÉSIDENTIELLE

Sportifs et militaires décorés

Le colonel Serge Oboa, président du club multidisciplinaire DGSP, a été élevé au rang d'Officier dans l'ordre national de la paix. D'autres dirigeants et athlètes ont également reçu des distinctions synonymes de couronnement de la saison sportive 2017-2018.

Parmi les citoyens congolais ayant bénéficié des distinctions honorifiques dans le cadre de la célébration du 60e anniversaire de la proclamation de la République, figurent les dirigeants et athlètes du club multidisciplinaire de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP). En différé, le chancelier des Ordres nationaux, le colonel Norbert Okiokoutina, a décoré un échantillon de seize récipiendaires. Jean Claude Mopita, président de la Fédération congolaise de volleyball, a été élevé au grade de commandeur dans l'ordre du mérite sportif. C'est, en effet, sous sa présidence que les Diables rouges ont décroché la médaille d'argent



Les récipiendaires des distinctions

« Nous allons poursuivre l'effort afin de faire mieux la saison qui commence »

aux onzièmes Jeux africains, occupant ainsi la deuxième place continentale de la discipline lors de cette échéance. Par ailleurs, le secrétaire général de la DGSP, François Elion Douniama, a été fait Officier dans l'ordre du dévouement congolais.

D'autres ont reçu les distinctions de Commandeurs dans l'ordre du mérite congolais, Officiers dans

l'ordre du dévouement, Officiers dans l'ordre du mérite sportif. Pour l'entraîneur de l'équipe féminine de volleyball de la DGSP, Hugues Samuel Nzaou, cette reconnaissance de la République est une source de motivation. Cet entraîneur est passé sur le banc de touche des Diables rouges de la discipline lors des Jeux africains notamment.

Dans son mot de circonstance, le secrétaire général du club DGSP a rappelé que lors la saison qui venait de prendre fin, l'équipe en version féminine a remporté le Championnat d'Afrique centrale (zone 4). Il a remercié le président du club pour avoir mis tous les moyens en jeu afin de réaliser les résultats appréciables comme en témoignent ces différentes

distinctions. « Nous allons poursuivre l'effort afin de faire mieux la saison qui commence », a déclaré François Elion Douniama. Au plan national, le club DGSP volleyball n'est plus à présenter. Sa plus grande ambition est de se faire un nom sur le plan continental puisque dans la région, l'équipe a déjà fait parler d'elle.

Rominique Makaya

RÉFLEXION

La nouvelle course aux armements

Même si les grandes puissances s'en défendent et jurent, la main sur le cœur, qu'elles œuvreront pour le maintien de la paix dans le monde, l'année 2019, dont nous vivons les premiers jours, sera très probablement marquée par une course aux armements qui accélèrera la modification des rapports de force sur la scène internationale engagée depuis le début de ce troisième millénaire. Et, bien sûr, personne ne peut dire avec certitude ce qu'il sortira de cette compétition à fleurets dénichés.

Au centre de la course dont les contours se précisent figurent deux champs éminemment stratégiques : le numérique et l'espace.

- Dans le champ numérique, la mise en œuvre des nouvelles technologies sur le

plan militaire n'a, dirait-on, rien de bien nouveau comme en a témoigné le développement, ces dernières années, des moyens de communication, de surveillance, de contrôle mis en œuvre par les grandes nations industrielles. Mais tout indique aujourd'hui qu'il s'accélèrera fortement dans les mois à venir en raison des tensions croissantes qui opposent ces mêmes nations et pas seulement dans les zones de conflit potentiels que sont le Proche et le Moyen-Orient, l'Asie du sud ou les pays de l'est européen. C'est ainsi que l'on verra probablement se multiplier les cyber-attaques destinées à déstabiliser les circuits économiques et financiers, le vol des données sensibles sur lesquelles repose la sécurité des Etats, l'espionnage des dirigeants et de leurs proches, bref la mise en place des moyens

électroniques très sophistiqués que procure dès à présent l'intelligence artificielle. Une course qui s'avèrera très coûteuse en raison de l'ampleur des moyens engagés et qui creusera encore un peu plus le fossé stratégique entre les nations riches et les pays en voie d'urgence.

- L'espace, lui, sera exclusivement réservé aux trois grandes puissances qui ont les moyens techniques et financiers de l'explorer pour en prendre sinon le contrôle, du moins en utiliser les atouts sur le plan stratégique : la Chine, les Etats-Unis, la Russie ; avec un point d'interrogation pour ce qui concerne l'Inde et surtout l'Europe qui détient, notamment grâce à la France, le savoir nécessaire pour agir au-delà de la sphère terrestre mais qui n'a pas la gouvernance

indispensable pour coordonner les recherches et les actions dans ce domaine. Comme nous l'avons vu ces derniers jours avec l'action spectaculaire menée par la Chine sur la face invisible de la Lune, le temps est manifestement venu pour les grandes puissances d'affirmer clairement leur volonté de faire de l'espace proche ou lointain de la Terre une zone d'observation - et sans doute demain d'action - qui contribuera à leur sécurité. Et l'on peut donc être certain que 2019 verra Washington et Moscou lancer ou relancer, si ce n'est pas déjà fait dans le silence, les programmes spatiaux destinés à contrer l'action de Beijing.

Que faut-il conclure de ce qui précède ? Ceci résumé de façon très schématique : l'humanité, outre le combat qu'elle mène contre le dérè-

glement climatique généré par la surindustrialisation et par la dégradation de l'environnement qui en découle inexorablement, va devoir se préoccuper sérieusement de la double course aux armements qui s'engage ou plutôt qui s'accélère. De la même façon qu'elle a dû mettre en place, hier, des dispositifs destinés à stopper la course aux armes nucléaires, de la même façon elle sera obligée demain d'agir pour éviter les dérives que la nouvelle course aux armements provoquera inévitablement.

Tout comme cela se passe dans le domaine de la protection de la nature, les pays émergents vont devoir se mobiliser pour faire comprendre aux « Grands » que leur compétition menace de plus en plus directement le sort de l'espèce humaine.

Jean-Paul Pigasse